

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le
05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAINE COLLECTE VALORISATION

7 rue Hyppolite Foucault
BP 33
72000 Le Mans

Références : EC-2026-167-INSP-MAINE COLLECTE VALORISATION-Le Mans-RAP
Code AIOT : 0006302166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement MAINE COLLECTE VALORISATION implanté RUE HIPPOLYTE FOUCAULT ZI NORD 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAINE COLLECTE VALORISATION
- RUE HIPPOLYTE FOUCAULT ZI NORD 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006302166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la réception et le tri de déchets non dangereux. Les déchets proviennent de clients industriels, de collectivités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/04/2012, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 4.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 10.1.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réseaux eaux	Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 4.1.3 et 4.3.1	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 10.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, des écarts nécessitant des actions correctives de la part de l'exploitant ont été constatés. Si les écarts persistent au-delà des délais indiqués dans les points de contrôle, une mise en demeure pourra être proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2012, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature des installations classées			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des	8 200 m ³	A

	<p>activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>1 - Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³</p>		
2791.1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>1 - La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j ;</p>	63 tonnes/jour (broyage)	A
2713	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p>	< 50 m ²	NC
2715	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710</p>	15 m ³	NC

<p>Constats :</p> <p>La situation administrative du site a changé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la rubrique 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719) est passé du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement suite au décret n°2018-458 du 6 juin 2018 ; - la rubrique 2791-1 (Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971) n'a plus lieu d'être, l'exploitant ne réalise plus de broyage sur le site ; - les rubriques 2713 et 2715 restent inchangées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre à jour sa situation administrative et d'informer le préfet de la cessation partielle de son activité. Conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement, il peut demander le report des actions de remise en état et du choix de l'usage futur, les terrains n'étant pas libérés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Réseaux eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 4.1.3 et 4.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1.3 - <u>rejets</u> <i>L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - le réseau d'alimentation ; - les principaux utilisateurs ; - les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes,...). <p>4.3.1 - Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Une inversion de raccordement a été constatée lors de la dernière inspection, les eaux pluviales étant raccordées aux eaux usées et inversement. Les travaux ont été réalisés et l'exploitant a présenté les plans mis à jour suite aux travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 10.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés (NFS 61.213) dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils sont protégés du gel. Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours. A défaut de la mise en place d'un tel équipement, de mesures de substitutions sont étudiées et mises en place en accord avec ce service. Des extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant sont disposés à des emplacements signalés et aisément accessibles, dans les ateliers, les dépôts de produits et de marchandises, ainsi que dans le local de chaufferie.
Constats : Un poteau incendie est présent en bordure de site. Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification par EUROFEU le 24/04/2025. En cas de besoin, les travaux sont effectués le jour même par la société précitée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : A noter que certaines dispositions de l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à partir du 01/01/2026, notamment en ce qui concerne le risque incendie et devront être pris en compte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'incendie
Prescription contrôlée : <i>4.4.1 - Principes généraux</i> <i>Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou du sol.</i> <i>[...]</i>
Constats : Le site ne dispose pas de dispositif de collecte des eaux d'extinction d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Même si l'activité du site a vocation à être transféré dans les prochaines années, l'exploitant est tenu de disposer d'un dispositif suffisant pour confiner les eaux d'extinction sur la base du calcul de la D9A. Si des équipements sont à mettre en place, un devis signé des travaux devra être transmis à l'inspection dans un délai d'un mois, faute de quoi un arrêté de mise en demeure sera proposé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1995, article 10.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées le 21/06/2024 par l'APAVE. L'exploitant indique le service maintenance assure le suivi des observations indiquées dans les rapports. Cependant, le contrôle effectué en juin 2025 montre que les observations ne sont pas levées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de transmettre le plan d'actions correctives qu'il engage suite aux observations faites par l'organisme de contrôle. Afin de pouvoir vérifier la levée des observations, l'exploitant transmettra le rapport de contrôle annuel réalisé en 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois